Numérisation CERMTRI

Les travailleurs de Rouen donnent l'exemple

N° 376 — 14 octobre 1955 "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS" HEBDOMADAIRE - 70 fr.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. / 6 mois : 400 fr. / 3 mois : 225 fr. Etranger : 1 an : 1.200 fr.

C.C.P. 516 de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

La cause des soldats est la notre

SOUTENUS par une grande partie de la population, les rappelés de la classe 53 se sont battus à Rouen pendant près de deux jours contre les C.R.S. Ils ne veulent pas être expédiés au Maroc et en Algérie pour défendre les propriétés des colons. 600 jeunes rappelés avaient déjà manifesté à la Gare de Lyon, ceux du 40e A.A. casernés au Fort de Nogent également. Partout, les jeunes du contingent et les rappelés se refusent à aller mourir pour les Borgeaud, Blachette, les actionnaires des mines de phosphates, les gros propriétaires fonciers et leur Ghaout.

Hier, le gouvernement envoyait ses C.R.S. contre les travailleurs de Nantes et d'ailleurs. Aujourd'hui, c'est contre les jeunes du contingent et les rappelés. Hier, le gouvernement et les patrons refusaient de satisfaire nos légitimes revendications. Aujourd'hui, ils se préparent à nous faire payer les frais de la nouvelle sale guerre qu'ils engagent en Algérie et au Maroc. Mais, même cela n'est plus suffisant. Pour défendre les centaines de milliards qu'ils soutirent aux peuples d'Afrique du Nord, pour mater ces peuples, qui réclament leur indépendance ils font couler le sang des jeunes travailleurs mobilisés.

LA CAUSE DES SOLDATS EST LA NOTRE. Mais les jeunes soldats se posent la question : QUE FONT LES CIVILS ?

Assez de discours ! Assez de protestations platoniques ! Ce dont les jeunes soldats ont besoin, c'est que toute la classe ouvrière suive l'exemple de la population de Rouen, et non que l'on vote au Parlement des ordres du jour assurant la survie d'un gouvernement qui envoie ses C.R.S. contre les travailleurs lorsqu'ils revendiquent et contre les jeunes rappelés et ceux du contingent qui ne veulent pas mourir pour les colons du Maroc et d'Algérie.

Si nous agissons, le gouvernement sera impuissant. Que faire ?

— Dès ce matin, organisons des assemblées générales dans toutes les entreprises

— Exigeons que, dans les 24 heures, les organisations syndicales et politiques se réclamant de la classe ouvrière, appellent tous les travailleurs, tous les démocrates de la région parisienne à

MANIFESTER TOUS ENSEMBLE AU PALAIS BOURBON

Si même une seule de ces organisations prend cette initiative, tous ensemble, nous manifesterons pour imposer :

— Pas de sanctions contre les jeunes du contingent et les rappelés qui ne veulent pas être expédiés en Afrique du Nord !

— La libération des rappelés !

— Le retrait du contingent d'Afrique du Nord !

Imposer cela c'est vaincre le gouvernement des patrons et des colons, c'est du même coup imposer la satisfaction de nos revendications.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.
(Section française de la IVe Internationale.)
(Tract distribué le 10 octobre 1955.)

A bas la guerre d'Afrique du Nord !
A BAS L'UNION SACREE

LE débat sur la question marocaine au Parlement a illustré les éblouissantes qualités d'équilibriste d'Edgar Faure. Attaqué par les ultra-colonialistes qui lui reprochaient de ne pas régler la question marocaine en mobilisant cinq classes, M. Edgar Faure avait beau jeu pour démontrer que tout ce qui pouvait être fait dans le sens de la répression avait été fait. Imposant tableau de chasse que celui de M. Edgar Faure ! Les CRS n'ont pas chômé depuis qu'il est président du Conseil : de Saint-Nazaire à Nantes, d'Algérie au Maroc, de l'encadrement des jeunes rappelés aux assassinats des travailleurs nord-africains.

Edgar Faure avait beau jeu pour répondre aux Kœnig et autres qu'il ne pouvait faire plus, que ne pas tenter un compromis avec les nationalistes marocains, c'était risquer de tout perdre. Les faits sont les faits, et lorsqu'en même temps se soulèvent les peuples algériens, marocain, l'agitation reprend en Tunisie, de puissantes luttes ouvrières viennent de secouer le pays, les jeunes rappelés se battent à Rouen avec l'appui d'une partie de la population : seuls les aveugles peuvent parler de mobiliser cinq classes. Les battus de Dien-Bien-Phu peuvent toujours faire des rodomontades : les fascistes de « Présence française » manifester au Maroc. Ils ne peuvent faire que l'impérialisme français est incapable aujourd'hui d'appliquer ses solutions de force. Plus encore, le soutien marqué ou ouvert des dirigeants des grandes organisations ouvrières lui est indispensable pour ne pas sombrer.

EXERCICES DE CIRQUE

Il n'est pas besoin de sortir de la cuisse de Jupiter pour savoir que lorsqu'un ennemi est aux prises avec des problèmes insolubles, le moment est venu de le frapper de toutes ses forces. Consultez les discours de congrès ou électoraux des dirigeants du parti socialiste et du PCF, nul doute que vous y trouviez des phrases virulentes sur l'internationalisme prolétarien et la nécessité de renverser le régime capitaliste. Maintenant, dans la pratique c'est une autre affaire. Ils ont volé au secours d'Edgar Faure et lui ont fourni la couverture gauche dont il avait besoin.

1er temps : le groupe socialiste propose un ordre du jour qui condamne le gouvernement Faure. François Billoux prononce un discours qui condamne également le gouvernement.

2e temps : à la demande du président du Conseil les socialistes retirent la phrase condamnant le gouvernement Faure, et députés de la SFIO et du PCF votent cet ordre du jour, sauvant l'existence du gouvernement.

Joli travail de trapèze volant. Là ne s'arrête pas ce passionnant exploit de haute voltige.

A peine un vote favorable est-il obtenu que le nouveau ministre de la Défense nationale, se précipite chez le maréchal Juin et au cours d'un magnifique repas, le rassure sur les intentions d'Edgar !

TOUT S'ECLAIRE

Pourquoi les prévistes de Nantes sont-ils restés isolés ? Pourquoi les travailleurs, qui s'attendaient qu'un ordre pour généraliser les grèves, n'ont-ils pas reçu cet ordre et ont-ils entendu les dirigeants FO condamner les grèves, ont-ils vu ceux de la CGT fractionner et freiner le plus possible le mouvement ? Pourquoi les jeunes du contingent et les rappelés sont-ils contraints de lutter sans appui véritable des grandes organisations ouvrières ? Pourquoi le peuple algérien est-il laissé à ses seules forces ? Parce que les dirigeants des grandes organisations ouvrières se sont intégrés dans le régime capitaliste. La phrase de Léon Blum « nous devons être les gérants honnêtes et loyaux du régime capitaliste » n'est plus vraie seulement pour les dirigeants du PS, mais également pour ceux du PCF. Et Maurice Thorez, après le vote du PCF pour le gouvernement, le confirme encore dans son allocution d'ouverture de l'Ecole centrale des militants communistes, lorsqu'il ressort, tout en lançant sant de phrases ronflantes sur le droit à l'indépendance, la déjà vieille étiquette « d'union française », camouflage du colonialisme.

« L'esprit de Genève » anime les dirigeants du PCF : l'impérialisme menace par les luttes révolutionnaires des peuples colonisés et par les luttes ouvrières s'est assuré l'entière collaboration de la bureaucratie du Kremlin.

⁂

Tout cela est bel et bon. Mais nous ne sommes plus en 1945. La jonction entre la lutte des travailleurs français et celle des peuples d'Afrique du Nord s'effectuera. Les travailleurs de Rouen ont réalisé ce que l'ensemble de la classe ouvrière sent et réalisera demain, en se battant physiquement contre les CRS, aux côtés des rappelés. Messieurs les députés de la SFIO et du PCF peuvent refuser de s'unir pour sonner les luttes ouvrières pour un gouvernement des travailleurs, les dirigeants de FO et de la CGT s'opposer à la grève générale, ils peuvent bien, chaque fois que les ouvriers répondent coup pour coup aux CRS, comme à Nantes et dernièrement à Rouen, dénoncer « les provocateurs », ils n'empêcheront pas que les travailleurs préparent la grève générale, balaieront les Edgar Faure, que les peuples coloniaux se libéreront de l'« union prison », l'union française.

Stéphane JUST.

NANTES : un gros pavé dans la mare

LES pierres tombaient du troisième étage d'un immeuble en construction. Les CRS se repliaient en désordre, puis se regroupaient, tentaient de repartir à l'attaque. Cette fois, c'était les pavés qui leur tombaient dessus, durs comme grêle. Les travailleurs scandaient sur l'air des lampions : « Nos quarant' francs ! Nos quarant' francs ! » Ceux de Brissonneau, des chantiers de la Loire et de Bretagne, ceux de la SNCASO, et avec eux les gars du bâtiment, avec les gars du bâtiment ceux des petites tôles, les caréneurs de « Bretagne Peinture ». Ils étaient des centaines, des milliers à se battre dans les rues de Nantes. La bataille avait commencé dès 17 heures. Les travailleurs bloquaient les ponts de Pirmil et de la Madeleine. Les CRS et les mobiles étaient venus en force pour dégager les rues et faire régner l'ordre.

« Ils sont cocus les CRS
Ils sont cocus les CRS
S'ils sont cocus
C'est qu'Edgar l'a voulu
S'ils sont cocus
C'est qu'Edgar l'a voulu
Oh ! Ohé !
Oh ! Ohé ! Métalos !
C'est nos quarant'balles qu'il nous faut »

Ce chant, sur l'air du « petit navire » était suivi de « La Carmagnole ». Les pavés volaient. Les travailleurs de Nantes voulaient leur augmentation de 40 francs égale pour tous. Depuis 44 jours ils se battaient pour les obtenir. Depuis 44 jours ils mettaient en échec des milliers de CRS, après avoir fait « sauter » un préfet, inquiété le conseil des ministres, tremblé le patronat le plus réactionnaire de France, le patronat de la métallurgie nantaise. C'était le jeudi 29 septembre 1955. Le combat dura des heures. Repoussés des ponts, les ouvriers hérissèrent le quai de la Tasse de barricades. Elles tombèrent les unes après les autres. Mais tard dans la nuit, les flics en étaient encore à se heurter à des groupes isolés qui ne voulaient pas lâcher, qui ne voulaient pas cesser de se battre. Depuis le 17 août jamais Nantes n'avait vu une pareille bataille. Les chefs d'orchestre étaient partout, c'était tous les travailleurs unis dans une même volonté. Les provocateurs, il y en avait, ils avançaient par camion entier, armés de leurs grenades défensives, pourvus de leurs gaz lacrymogènes, ils ont un nom : les CRS. Il y en avait d'autres, loin de Nantes car son pavé brûlait, c'était les patrons, doublettement planqués dans les bons hôtels des environs, complotant pour savoir comment on pourrait venir à bout de cette résistance ouvrière exaspérante, de cette volonté ouvrière de ne pas céder.

DANIEL RENARD.

(Suite page 2.)

"Grande erreur" ?

« Visiblement, les colonialistes les plus forcenés pèsent lourd dans les déterminations gouvernementales. Hostiles à toute négociation, si des pourparlers s'engagent sur la question marocaine, ils les sabotent. Cependant, le gouvernement bafoue toutes les règles d'une négociation véritable : on élimine le Parti Communiste Marocain et les organisations syndicales ; on prétend discuter pendant que l'on poursuit la répression ; on adopte une attitude déloyale de tergiversations et d'atermoiements ; on tente d'imposer des solutions inacceptables pour le peuple marocain...

« Dans ces conditions, la plus grande erreur ne serait-elle pas de s'en remettre au gouvernement ? »

Ces lignes sont extraites des Cahiers du Communisme n° 10 d'octobre 1955 page 1184, tirées d'un article intitulé : « L'intérêt de la France : négocier ».

Le samedi 8 octobre 1955, le groupe parlementaire communiste, retirait son ordre du jour, et votait pour Edgard Faure en approuvant l'ordre du jour proposé par le groupe parlementaire socialiste.

Ce qui était qualifié comme « la plus grande erreur » le 1er octobre devenait donc la politique du Parti 7 jours plus tard.

Moulay Merbah : le peuple algérien, seul interlocuteur valable

LE Comité pour la Libération de Messali Hadj organisait le mercredi 5 octobre la réception de Moulay Merbah, ex-secrétaire général du MTLD dissous par le gouvernement français en novembre) et, à ce titre, arrêté le 1er novembre à Alger, torturé pendant une semaine par les services de la police, emprisonné, puis relâché en juin.

Cette réunion, présidée par Jean Cassou, permit à Moulay Merbah, devant une assistance nombreuse de démocrates français et de représentants de la presse française et étrangère, de définir les conditions dans lesquelles pourrait être envisagée une solution au problème algérien.

Après avoir brièvement rappelé les actions de la police et les tortures, dont lui-même fut victime, Moulay Merbah montra les progrès considérables qu'avait accomplis en quelques mois, l'idée nationale en Algérie. Toute la population musulmane est acquise à la défense du nationalisme algérien ; elle soutient, ravitaille et alimente les maquis dont les partisans font figure de héros nationaux. La force de cette idée est si puissante que les mêmes élus du 2e collège de l'Assemblée Algérienne, qui pourtant doivent leur élection au soutien de l'administration, ont été amenés à prendre publiquement position contre la politique d'intégration. Plus personne en Algérie ne veut de l'intégration. La nation algérienne est désormais une réalité politique, culturelle, religieuse qu'il est impossible de nier.

En persistant à ne pas reconnaître cette réalité le gouvernement français n'a d'autre voie que la poursuite de la guerre et de l'extermination.

Moulay Merbah définit ensuite les conditions dans lesquelles il serait possible d'aboutir à un « cessez-le-feu » :

— amnistie totale de tous les détenus politiques,

— élections libres au suffrage universel sans distinction de sexe, de race ou de religion d'une Assemblée Constituante Algérienne.

Ainsi le gouvernement français aura en face de lui le seul « interlocuteur valable » : le peuple algérien.

Après l'exposé de Moulay Merbah, la discussion s'ouvrit. Les questions qui lui furent posées, notamment par Robert Barrat et Claude Bourdet, étaient essentiellement de deux ordres :

1) Dans quelle mesure le Mouvement National Algérien peut-il se prétendre représentatif de l'ensemble de l'opinion algérienne, alors que le CRUA a la même prétention ?

Réponse de Moulay Merbah : « Donnez la parole au peuple algérien. S'il peut s'exprimer à travers des élections réellement libres et démocratiques, il désignera des représentants qui pourront parler en son nom et on verra à ce moment-là quel sera le choix du peuple. Mais c'est à lui de désigner ses représentants. Nous ne demandons qu'une chose : que la France mette en application les principes de démocratie qu'elle prétend défendre ».

2) Ce n'est pas une solution « réaliste ». Le gouvernement français actuel n'accepterra jamais d'organiser l'élection d'une Constituante Algérienne dans les conditions ainsi définies. Ne vaudrait-il pas mieux préconiser immédiatement une « Conférence de la Table Ronde » avec des représentants de chaque parti ou groupement algériens ? »

Réponse de Moulay Merbah : « Il n'y a pas de cessez-le-feu possible sans les garanties que nous demandons : amnistie, élections libres. S'il faut un autre gouvernement français pour cela, cela concerne les Français, et en particulier les démocrates ici présents. C'est à eux, avec le soutien du peuple français, de faire pression sur leur gouvernement d'exiger de lui un changement de politique ».

Marceau Pivert, membre du Comité Messali depuis sa création, intervint en soulignant le devoir qui incombe aux démocrates français de mener campagne en France pour la fin de la guerre d'Afrique du Nord et imposer le respect des règles de la démocratie, et il apporte le témoignage de sa solidarité totale avec la lutte du peuple algérien.

Daniel Guérin tint également à manifester sa solidarité et son appui sans réticences à Moulay Merbah.

On comprend que devant ces déclarations, la presse bourgeoise, et en particulier « L'Aurore » de M. Boussac, ait crié au scandale.

C'est pourtant la seule politique véritablement « réaliste » parce que correspondant aux intérêts réels du peuple algérien et du peuple français. La parole au peuple algérien ! Solidarité du peuple français dans la lutte contre l'ennemi commun : le gouvernement français.

A. LEVEQUE.

La nouvelle guerre du Rif

« *LA nouvelle guerre du Rif vient de commencer* », a déclaré M. July à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée. *L'éclatement de l'insurrection militaire dans la zone du Rif marque le début d'une nouvelle étape de la lutte du peuple marocain pour sa libération.*

Dès avant les palabres d'Aix-les-Bains il apparaissait que le terrorisme, qui était depuis août 1953 la forme de la lutte anti-impérialiste au Maroc, risquait de voir son action collective organisée par des groupes de résistance s'unifiant peu à peu à l'échelle de tout le pays et en dehors des directions nationalistes officielles (c'est-à-dire de l'Istiqlal — même si les éléments locaux de l'Istiqlal pouvaient y jouer un rôle important.) Le 20 août, les consignes de modération des leaders de l'Istiqlal n'ont eu un certain effet que dans les villes mais point dans les tribus vers où s'est déplacé le centre de la Résistance.

Dans les montagnes du Rif, un pas de plus a été franchi : les éléments d'une armée organisée sont apparus, avec uniformes, armement varié, postes émetteurs et récepteurs de radio, tactique et stratégie. Ils ont eu tôt fait d'entraîner les tribus dans le combat et de déclencher, contre les forces françaises d'occupation, une véritable guerre. Tout naturellement, les correspondants de presse retrouvent sous leur plume pour dépeindre ces événements les termes maintes fois employés ces dernières années à propos du Viet-Nam, et plus récemment à propos de la guerre d'Algérie. « Il faut envisager, dit le correspondant de « France-presse », une longue et pénible guerre d'infanterie. »

M. Billotte, ministre tout frais émoulu, se devait de revenir du Maroc avec des « impressions assez rassurantes ». Mais cela, doute-t-il, « n'implique pas que l'on doive s'attendre à des résultats immédiats » !

Le même correspondant de « Paris-presse » signale d'ailleurs que les combattants du maquis marocain sont des anciens d'Indochine ou de l'armée française : « qui connaissent donc les tactiques de la guerre moderne, savent utiliser la plupart des armes, ne craignent pas un bombardement d'aviation, tirent même sur ces avions. L'avion d'observation qui s'écrasait il y a quelques jours avait eu son moteur traversé par une balle ».

Ainsi le début de la guerre du Rif hausse le mouvement de résistance marocain au niveau de la guerre des partisans algériens, au moment même où l'action reprend en Tunisie. La solidarité agissante des peuples du Maghreb dressés contre le même impérialisme oppresseur est sortie du domaine de la propagande pour entrer dans le domaine implacable des faits et des armes.

⁂

Pendant ce temps, M. E. Faure a mis un brillant point final à ses exercices de stratégie parlementaire en faisant plébisciter sa « politique » marocaine par MM. Thorez, Mollet, Fouyet, Reynaud et Cie. Les députés des soi-disants partis ouvriers ont approuvé une politique que, dès le lendemain, le général-ministre Billotte devait dévoiler en affirmant son plein accord avec le maréchal Juin, qui reste, souligne-t-il, le conseiller militaire du gouvernement, en particulier pour les affaires d'Afrique du Nord.

C'est clair : la politique que Thorez et Mollet ont approuvée, a l'accord du maréchal Juin. Pas la politique.

Jean PERRIN.

(Suite page 2.)

Des combats d'aujourd'hui à la révolution

DE plus en plus les événements se précipitent et augmentent en gravité :

— Guerre pour l'indépendance en Afrique du Nord.

— Grèves revendicatives accompagnées d'assauts de préfectures et de sanglants combats de rue.

— Mutineries et refus d'obéissance dans l'armée, résistance active aux départs en Afrique, action spontanée et violente des civils pour soutenir les soldats.

Le caractère révolutionnaire de ces événements est ressenti par tout le monde.

Le régime capitaliste, qui depuis des dizaines d'années exploite, étrangle et opprime, est mis en cause.

Depuis des dizaines d'années, des milliers d'hommes avaient prévu et espéraient ce moment : celui de la révolution.

Ces milliers d'hommes ont été et sont parfois encore rassemblés dans des partis qui ont justement pour programme le triomphe de la révolution prolétarienne.

Ces partis, le parti socialiste et le parti communiste, s'étaient donné pour mission de diriger le combat révolutionnaire des masses, maintenant dans les petites actions comme dans les grandes son sens anticapitaliste.

Les grandes actions sont venues, l'assaut contre le régime est commencé apportant l'espoir si longtemps attendu. Les partis ouvriers devraient agir en commun pour porter le coup décisif à cet Etat bourgeois décrépit.

Et ils agissent en effet

Socialistes et communistes votent pour la politique d'Edgard Faure.

Maintenant socialistes et communistes ont tenu à montrer leurs véritables intentions. Ils veulent sauver le gouvernement.

Mais la révolte des peuples coloniaux, l'assaut des préfectures, les combats de rue, les mutineries de soldats, sont plus forts que les intentions des dirigeants socialistes et communistes.

La situation est révolutionnaire, le pouvoir chancelant de la bourgeoisie peut être détruit. Pour cela le problème qui doit être résolu d'urgence

PIERRE LEROUX.

(Suite page 2.)

Numérisation CERMTRI

Pour la grève générale

AINSI après 51 jours de grève, les ouvriers nantais ont repris le travail.

Patrons et gouvernement ont senti tout le profit qu'ils pouvaient tirer du refus des organisations syndicales de lancer l'ordre de grève générale à ces moments décisifs.

Délivrés en partie de leur peur, ils ont commencé à durcir leur position.

Aux grèves tournantes, ils ont répondu par des lock-out de plus en plus nombreux et accordé des augmentations de plus en plus réduites. De 30 % à Saint-Nazaire, on arrive maintenant à des augmentations de 3 % ou moins (1,75 % à l'usine Contrôle et Régulation). Sans parler de la majorité des petites entreprises et des nombreuses professions où les travailleurs n'ont rien obtenu du tout.

Ils n'ont rien obtenu et le prix de la vie commence à monter en flèche.

Il n'y avait qu'une seule façon de régler favorablement la question pour l'ensemble des travailleurs. C'était évidemment un mouvement d'ensemble qui aurait arraché rapidement une augmentation pour tous.

Les directions syndicales s'acharnent à prétendre que ce n'était pas possible.

La réponse est déjà largement donnée par les conversations journalières. Il faut se boucher les oreilles pour ne pas entendre plusieurs fois par jour prononcer le mot de grève générale.

Mais, de plus, dans les organisations syndicales elles-mêmes des exemples existent qui montrent cette aspiration au combat d'ensemble.

Rappelons que les syndicats des métaux autonomes et Force Ouvrière avaient proposé à toutes les organisations syndicales des métaux de la région parisienne d'organiser en commun un débrayage général à 3 heures suivi d'une manifestation au siège du patronat, rue Boissière, et d'un vaste meeting (il aurait été question du Vél' d'Hiv').

A la Courneuve, les syndiqués C.G.T. ont reproché à leurs dirigeants locaux de ne pas avoir appelé à l'action générale comme cela avait été décidé.

Dans le 15e arrondissement de Paris, une rencontre de toutes les entreprises en lutte était prévue afin d'organiser une manifestation générale place Saint-Charles.

Chez Renault même, les dirigeants syndicaux reconnaissent que la réalisation des grèves tournantes par atelier devient de plus en plus difficile parce que les ouvriers veulent une action d'ensemble de l'usine.

Il existe probablement des milliers d'autres faits semblables qui démontrent que l'action générale était possible et qu'elle était voulue par les travailleurs.

Maintenant, les ouvriers nantais ont repris le travail et l'on peut dire que des possibilités immenses ont été gaspillées.

Mais la situation continue à rendre possible à tout moment le déclanchement d'un combat d'ensemble.

Les mouvements revendicatifs continuent, la combativité n'a pas diminué et l'intervention courageuse et spontanée des travailleurs de Rouen pour aider les soldats refusant de partir en Afrique du Nord montre toutes les ressources qui existent dans la classe ouvrière.

Cette combativité rassemblée dans une lutte d'ensemble assurerait à coup sûr une victoire rapide sur tous les plans.

Pour permettre cette victoire, constituons partout les comités pour la grève générale.

Par leur action locale, régionale, nationale, ils prépareront et organiseront les prochains grands combats ouvriers.

Victor LEPAGE.

NANTES : un gros pavé dans la mare

(Suite de la première page.)

Le lendemain, à 17 heures, 15.000 métallos massés cour de la Mutualité s'ébranlaient vers la Préfecture, reprenant leurs chansons, animés du même enthousiasme, en dépit des discours flandreux et volontairement désespérants qu'une heure plus tôt leur débitait, avec une fausse énergie, Declercq, responsable CFTC, parlant au nom du Comité d'Action : « Oui ! Camarades ! Nous révendiquons ! Nous ne revenons pas sans rien ! Les patrons ont lâché une prime de 3.500 frs. Nous savons bien, cela ne fait pas grand chose mais cela représente quand même 50 millions ! » Tu parles ! Depuis 44 jours les métallos luttaient pour leurs 40 francs, c'est-à-dire à peu près quatre fois ce que les patrons daignaient concéder, 4 fois ce que les responsables syndicaux avaient obtenu en traînant leurs savates aux ministères.

La réponse ? Les métallos la donnèrent clairement avec encore plus de force dans toutes les rues de Nantes : « Crevez nos 40 balles qu'il nous faut ». Ils la donnaient encore quand ils critiquaient ces défilés « limaces », ils la donnaient quand ils ébranlaient les grilles de la préfecture et ne heurtaient à ce qu'ils appelaient eux-mêmes « la police syndicale » ; ils la donnaient toujours quand, en même son désespoir, ils répondaient aux provocations policières, cours du Pont Morand, puis cours des Cinquante Otages en détournant les pavés, en renversant des barricades, en résistant énergiquement aux assauts répétés des forces policières.

Le samedi, le Comité d'Action organisa un nouveau meeting. Les métaux Force-Ouvrière avaient eu une assemblée où les partisans de la continuation de la lutte et du refus des propositions patronales avaient été battus par 4 voix de majorité.

A 14 heures, la CGT rassemblait ses cadres. Devant les objections que soulevèrent les militants sur les perspectives d'une éventuelle rentrée et les applaudissements qui saluèrent les interventions des partisans de la continuation du mouvement, les bureaucrates s'en tirèrent en levant précipitamment la séance sans oser affronter le verdict d'un vote.

Dans la matinée, une assemblée enthousiaste des travailleurs du Bâtiment s'était tenue. Les positions furent exprimées définies. Le responsable de FO se prononça contre les propositions patronales, proposant de continuer le combat. CGT et CFTC firent front unique pour faire accepter les propositions scandaleuses du patronat et invitèrent les ouvriers à reprendre le travail. Sur plus de deux mille votants (2.042) 8 voix de majorité seulement se prononcèrent pour la reprise du travail.

Les ouvriers n'étaient pas à la rentrée. Jaquet, de la CGT, parlant au nom du Comité d'Action, devait s'en rendre compte lorsqu'il prit la parole à 16 h. 30. Tous les responsables syndicaux, Gourdel de FO, Declercq de la CFTC, Santijean des indépendants et, naturellement, Jaquet, étaient, eux, pour la reprise du travail. Rien d'autre que les aux travailleurs ? Rien d'autre que les proposition patronales formulées le 8 septembre à Rennes, c'est-à-dire trois semaines auparavant. C'était bien maigre. Tous les responsables s'en rendaient compte. Aussi Jacquet se tortillait-il beaucoup pour justifier sa proposition de double referendum. A peine l'eut-il énoncée que les cris fusèrent : « Le referendum, tout de suite, à main levée ! » C'était un avant-goût de ce qui allait se passer le mardi suivant.

Ce meeting du samedi traîna en longueur. Il ne se conclut par aucune directive d'action. « Le Comité se réunira lundi matin ». Telle était la consigne dernière.

Le lundi arriva. Aux portes des usines le referendum s'organisa. Dans nombre d'entreprises, les travailleurs décidèrent unanimement de voter au secret. Mais Chez Brissonneau, la commission exécutive CGT, décida à l'unanimité de repousser les propositions patronales et de répondre non au referendum proposé. Les bulletins s'étalaient sur le trottoir et les ouvriers rayaient le oui. Ils étaient contre les propositions patronales.

A 11 h., tous les bulletins portés au siège de la CFTC étaient dépouillés. Mais, et d'un commun accord, les responsables syndicaux siégeant au Comité d'Action.

— Refusèrent de donner le résultat du scrutin entreprise par entreprise.

— Refusèrent de tenir compte du vote d'un certain nombre de petites entreprises.

— Refusèrent de faire publiquement l'addition de tous les votes.

Ils se retirèrent pour délibérer pendant près de 45 minutes. Ce n'est qu'à 12 h. 15 que les résultats furent publiés. Quels résultats ! Sur près de 11.000 votants, 100 voix de majorité se prononçaient en faveur du second referendum, c'est-à-dire, en fin de compte, pour la reprise du travail.

Tout s'était décidé, en réalité, le jeudi 29 septembre à Paris, quand la délégation syndicale léchait les carpettes du ministère. La direction de chez Brissonneau a mangé le morceau. Ce même lundi 3 octobre, les travailleurs de cette entreprise recevaient une lettre datée du 1er octobre dans laquelle la direction donnait ses dernières directives, et quelles directives ! Elle ordonnait la reprise du travail. 48 heures avant le résultat du premier referendum, Brissonneau avait la certitude de la reprise du travail !

Le deuxième referendum devait avoir lieu le lundi après-midi. D'un commun accord, les responsables syndicaux le repoussèrent au mardi matin. Sans doute pour laisser le temps aux esprit de se calmer.

De fait, la température montait. Les résultats du deuxième referendum furent, à quelques unités près, comparables au premier. La colère ouvrière se faisait jour dans des réflexions : « Trois jours de beau ! dans mes usines et les patrons rigolaient. Si des directives avaient été données, s'il y avait eu une véritable direction, c'est à 85 % que nous nous serions prononcés contre les propositions patronales ». Tout remontait à la surface. Tous les épisodes de ces 7 semaines de lutte, dans les moindres incidents, étaient avivés par les propositions patronales et on allait rentrer, là-dessus !

Mais pour les bonzes, il fallait quand même conclure. Jusqu'au bout ils se devaient de sauver la face ou d'essayer... Mal leur en prit. A 16 h., mardi 4 octobre, cour de la Mutualité, 10.000 métallos étaient rassemblés. En dépit du ciel bleu, l'atmosphère était lourde. Il n'y avait pas ce tonnerre de mots, des conversations privées qui précèdent habituellement les meetings. On sentait qu'il y avait des comptes à régler. Declercq présida la séance. Après 5 minutes de prise de parole, quelques réflexions coléreuses fusèrent. Puis, le silence. Jacquet monta à la tribune. Il avait été désigné pour faire avaler le gros morceau. Il entreprit de retracer toute la lutte depuis le 17 août. C'était long et inutile. Pour les métallos, le combat n'était pas fini. Et tout d'un coup : « Arrête tes salades ! Ta gueule ! Et nos quarante francs ! Parle-nous des 40 francs ! ». Les voix s'enflaient. Des coups de sifflets fusèrent. Toute l'énergie que les travailleurs avaient manifestée au long de ces cinquante jours de bataille, toute l'énergie qu'ils avaient encore, et ils en avaient, se retournait contre ceux-là mêmes qui avaient prétendu les diriger, contre ces responsables qui ne l'étaient pas, contre ces incapables qui tentaient aujourd'hui de leur faire croire que, d'autre chose que de lutte pas si mal. Mais chez Branat, par exemple, l'augmentation pour les plus bas salaires était de 18 frs, y compris une prime de paniers qui avait supprimée dans trois mois, ce qui amènerait une baisse réelle du salaire de 0 fr. 40. « Et camarades, la lutte n'est pas finie, nous continuons la lutte dans l'usine... » « Ta gueule ! Nos quarante francs ! » Declercq intervient : « Camarades, je suis de la CFTC, et c'est en tant que militant de la CFTC que je tiens à rendre hommage à la loyauté de mon camarade Jacquet de la CGT ». « Salade ! ».

Puis Gourdel, de FO parla. Il fut le moins mal écouté. Quant à Santi-Jean, des Indépendants, nul ne saura jamais ce qu'il a dit. Il a tenu le micro 10 minutes, au milieu d'un chahut invraisemblable. Rouault, de la CGT, tenta un dernier effort. Grande gueule, il obtint le silence, mais il rencontra du mépris pour tout ce qu'il pouvait raconter. Les métallos n'écoutaient plus.

Les responsables du Comité d'Action s'évanouirent en fumée. De nombreux groupes discutaient. Les délégués se faisaient copieusement engueuler. La lutte n'était pas finie. Le mercredi, jour de la reprise, Brissonneau débrayait à nouveau.

51 jours de lutte. 1 mort. Plus de cent CRS amochés. Quelques dizaines de milliers de grévistes blessés. Des responsables apparus sous leur vrai jour d'incapables et de combinards. La volonté de lutte des métallos reste intacte. Les ouvriers n'ont pas réglé leur compte aux patrons de la métallurgie nantaise. Les forces se réorganisent. L'avant-garde se regroupe. Les bureaucrates sont menacés dans leurs fonctions. Nantes nourrira pendant des mois les luttes sociales en France, par son exemple. Demain, comme les métallos de Brissonneau, des chantiers de la Loire et de Bretagne, de chez Brandt et de la SNCASO seront à leur poste de combat.

DANIEL RENARD.

Banque : Succès de la grève

LA grève dans la Banque le samedi matin 8 octobre a été bien suivie : les employés des banques veulent leur samedi matin toute l'année. Partout où les trois organisations syndicales ont lancé en commun l'appel à la grève le mouvement a été réussi. Il faut regretter la position équivoque des dirigeants cégétistes qui n'ont pas voulu lancer le mot d'ordre général de grève et ont préconisé de faire des actions plus ou moins limitées partout où cela était possible. A la volonté des employés de banque de se battre tous ensemble ils ont répondu : faites ce que vous pouvez par entreprise ce sera bien. Aucun mot d'ordre précis de grève n'a été donné, ceci ayant pour résultat un morcellement dans certaines Banques devant l'absence de directives de la part de la CGT.

Une part, au Crédit Lyonnais, où existait un indéniable désir de lutte, deux mots d'ordre de grève se sont opposés, créant la confusion : grève de toute la matinée lancée par FO et la CFTC débrayages limités après consultation du personnel lancés par la CGT qui brise ainsi les possibilités d'unité entre les trois syndicats pour mobiliser l'ensemble des employés de banque.

D'autre part certaines Banques devant la position de la Fédération CGT ne sachant que faire, ne font pas grève du tout telles la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Banque de l'Union Parisienne et la Banque Française du Commerce Extérieur.

Malgré cette démission de leur rôle de direction de la part des dirigeants cégétistes et leur volonté d'empêcher le mouvement d'ensemble, la grève a été un succès. Succès qui va obliger les banquiers, devant l'ampleur du mouvement à lâcher du lest et à proposer d'assouplir l'horaire d'hiver. Les employés de banque ne s'arrêteront pas en si bon chemin, ils veulent obtenir leur samedi toute l'année et de meilleurs salaires. La prise de conscience de plus en plus grande des militants cégétistes de l'orientation fausse de leurs dirigeants va permettre la préparation active de la lutte générale et la manifestation des employés de banque devant l'Association Professionnelle des Banques pour obtenir rapidement satisfaction.

CORRESPONDANT.

Contre la Loi d'urgence en France !

A bas les ratissages en plein Paris

JAMAIS Paris ne vit pareille mobilisation policière. La place St-Michel était noire de flics en civil, et partout, de Clignancourt à Belleville, de Barbès à Pigalle, les cars attendaient leur fournée d'Algériens sous la haute protection des CRS.

De quoi s'agissait-il ?

D'une manifestation des travailleurs algériens contre la guerre qui ravage leur pays, contre les détentions massives, contre les procès-guillotines, pour la libération et l'indépendance de l'Algérie.

Le gouvernement a eu peur, peur de ces dizaines de milliers de travailleurs, peur de la sympathie que leur témoignerait la population française, peur du choc qui pourrait se produire.

Dans ce régime pourri qui s'effrite la moindre étincelle peut mettre le feu aux poudres. On l'a bien vu à Douai et Saint-Etienne où les flics ont tiré et sept morts sont venus s'abattre sur le pavé.

Des arrestations massives ont suivi, des déportations ont été faites sur Alger et ses camps de tortures.

Encore une fois, la démonstration est faite. Le Mouvement National Algérien brandit bien haut le drapeau de l'indépendance. La masse des travailleurs algériens et du peuple suit le mouvement national. Partout, à l'ONU comme à l'Assemblée du deuxième collège, le mouvement national joue gagnant parce que la nation algérienne devient une évidence pour tous.

Ce mouvement, la bourgeoisie veut l'abattre. Tous les procédés lui sont bons, les arrestations, les tueries, la guillotine. Reste que les choses ne sont pas si simples. Reste la lutte même des travailleurs français contre la sale guerre algérienne et la solidarité croissante entre deux peuples qui n'ont jamais été aussi près l'un de l'autre.

D. R.

COMMUNIQUE DU MOUVEMENT NATIONAL ALGERIEN

DIMANCHE 9 octobre 1955, dans la matinée, par dizaines de milliers les travailleurs algériens ont pacifiquement manifesté à travers toute la France.

— Pour l'indépendance de l'Algérie
— Pour la Constituante algérienne souveraine
— Contre les condamnations à mort
— Pour la libération de MESSALI HADJ et des patriotes emprisonnés.
— Contre la répression
— Pour un cessez-le-feu en Algérie
— Contre l'envoi du contingent.

Un véritable dispositif de guerre a été mis en place contre les pacifiques défiles des travailleurs algériens.

Les faits sont probants.

La où la police n'a pas provoqué, il n'y eut pas d'incidents : à Lyon, Thionville, Forbach, Lille, Metz, Longwy, Clermont-Ferrand, etc... les manifestations se sont déroulées dans le calme.

La où le gouvernement a sciemment donné l'ordre aux C.R.S. de tirer sur les manifestants algériens désarmés, plusieurs sont tombés assassinés, à Douai et à Saint-Etienne.

Mais, partout, à Paris comme en province, par milliers, des Algériens ont été arrêtés et malmenés.

Le Mouvement National Algérien en appelle à la conscience de l'opinion publique française et universelle contre de telles pratiques barbares qui, en août 1955 ont abouti à la mort de l'ouvrier français Jean Rigollet, et en octobre de la même année, à l'assassinat de plusieurs ouvriers algériens.

Le peuple algérien, le Mouvement National Algérien font confiance au peuple de France qui saura faire cesser les monstrueuses atrocités d'un impérialisme aux abois, qui tue, pille, viole, incendie par dizaines et centaines les villages en Algérie et s'efforce, en France même, d'intaurer les mêmes méthodes.

Le Mouvement National Algérien s'incline respectueusement devant les nouvelles victimes qui sont tombés pour la libération de la Patrie.

Il assure le peuple algérien de sa volonté inébranlable de conduire la lutte jusqu'à la victoire.

... guerre du Rif

(Suite de la première page.)

tique définie par Faure à la tribune, bien sûr, pas la politique exposée à Aix-les-Bains aux représentants des partis nationalistes marocains. Mais celle que Faure a réellement l'intention ou la possibilité de mettre en œuvre.

Car la chose la plus étonnante dans cette affaire est sans doute la mauvaise foi cynique dont les gouvernants français n'ont cessé de faire preuve. Promettre pour tout de suite le départ d'Arafa, un Conseil du trône, le retour de Ben Youssef en France, un gouvernement représentatif marocain, et pour finir « l'indépendance dans l'interdépendance ». Mais pourquoi pas ? Pour ce que ça coûte ?

Il a fallu plus d'un mois pour que le fantoche Arafa parte, en laissant sur place un second fantoche. Pour le Conseil du trône, on (« Présence française », le Glaoui et Boyer de Latour, c'est-à-dire Juin) récuse Si Bekkai pour mieux imposer la présence d'un glaouiste assuré. Quant au reste, on en parlera encore longtemps.

De concession en concession, les leaders de l'Istiqlal ne retrouvent plus rien de leur « compromis » que bulles de savon. Jamais le gouvernement bourgeois n'avait réussi à entraîner aussi rapidement dans une totale déconsidération ses « interlocuteurs valables » ! De quoi laisser rêveurs des candidats éventuels, en Algérie par exemple.

Les soldats contre la guerre

A ROUEN

A la gare de Lyon, lorsque les jeunes rappelés avaient manifesté leur colère et leur haine contre une guerre qu'ils ne voulaient pas faire, les bourgeois n'avaient trouvé d'autre raison que les soi-disants libations que ces recrues auraient faites en attendant le départ. Ce n'était pas vrai, mais cela permettait de sauver la face.

Quand à l'église de Saint Séverin quelques 400 soldats de plusieurs régiments de Paris manifestaient pour signifier leur désapprobation à la guerre en Afrique du Nord, utilisant une église comme un moyen de protection supplémentaire contre l'éventuelle brutalité des CRS, ces mêmes bourgeois et d'autres encore inventèrent une histoire de messe, transformèrent cette action antimilitariste en un acte pieusement dévot de refus moral. Ce n'était pas vrai mais la version « curé » avait l'avantage de limiter les dégâts.

Pour Rouen, plus aucune fable n'est possible. Les soldats n'étaient pas ivres, ils n'avaient ni église ni curé à leur portée.

Pour la lutte contre la sale guerre en Afrique du Nord, le chemin de la Gare de Lyon à la caserne Richepanse de Rouen, en passant par l'église St-Séverin, est direct.

Mais à Rouen il y eut plus qu'à la gare de Lyon, plus qu'à Saint Séverin en ce que les travailleurs rejoignirent dans l'action les jeunes soldats qui se battaient contre les forces de répression. « Tenez jusqu'à 19 h. Après on viendra vous donner un coup de main ». C'était le vendredi 7 octobre. Le samedi 8, les combats recommencèrent, le dimanche 9, il y eut un troisième assaut. Le PC essaya de reprendre cette lutte à son propre compte. Mais c'était trop. Le vote pour Edgar Faure était déjà prévu dans les couloirs parlementaires. La bourgeoisie exigeait des garanties. Le PC les lui donna. La Fédération Seine-Maritime du Parti Communiste Français dénonça les provocateurs de Rouen. Pour les stalinistes, les ouvriers d'avant-garde n'avaient rien à faire le distinguo entre une opposition parlementaire bien comprise et une lutte révolutionnaire conséquente.

« L'Aurore » et « Le Figaro » se sont réjouis de la position du PC. Mais ils posent une question insidieuse. N'est-ce pas pour les communistes un moyen de tenir le pavé ? Faisons confiance au Parti Communiste, il donnera de nouvelles preuves de démontrer qu'il s'agit bien d'une stratégie.

Rouen n'est qu'un début. Les militaires l'ont bien compris qui ont sanctionné un général et deux colonels et envoyé 20 des jeunes considérés comme des meneurs, en compagnie disciplinaire. De tels événements ne doivent plus se reproduire. Ils se reproduiront. La guerre en Afrique du Nord est déjà une guerre perdue. Elle se fait contre des peuples qui n'ont plus rien à perdre, avec des soldats qui ne veulent pas se faire tuer. Cela suffit pour la condamner à l'avance.

Des « syndicalistes libres » s'étant emparé de force de divers locaux de la CGT, les dirigeants péroustes de la centrale ont démissionné, en signe de protestation, de leurs postes. Mais ils ont quand même gardé les clés des locaux et dans les entrepôts frigorifiques d'Aveilaneda, faubourg industriel de Buenos Ayres, des grèves, annonce la presse, ont été provoquées par les trotskystes, qui avaient préconisé dans la dernière période la formation de milices ouvrières pour faire échec au coup d'Etat de l'armée et de la marine.

A MONTPELLIER

« Voici, d'après un témoin, quelques précisions sur les manifestations de rappelés à la caserne Lepic, à Montpellier, le 5 octobre.

Les soldats avaient été prévenus de leur départ pour l'Afrique du Nord une semaine à l'avance environ. Dans les quelques jours qui ont suivi, on note des protestations, sans plus. Trois voitures passent dans la cour de la caserne pour distribuer des tracts dont on ne sait malheureusement pas le contenu exact, ni l'origine. Ils semblaient fondés sur l'idée : Ta vie vaut défendre des intérêts qui ne sont pas les tiens ».

Toujours au cours de cette période d'attente, certains rappelés semblent compter sur une grève des dockers de Marseille le jour de leur départ, suscitée par le PCF, dont ils se refusent à croire qu'il ne tentera rien. (La grève n'a pas eu lieu.)

Enfin, le soir du départ, préva pour 2 heures du matin, après avoir quelque peu « célébré » leur départ, les rappelés, remontés dans les chambrées, procèdent à une mise à sac des locaux, tirant des coups de mitraillette dans les meubles. Le commandement n'a pas réagi, bien que le colonel ait assisté à une partie des opérations.

Des incidents qui ont suivi le départ de la caserne, notre témoin ne sait rien personnellement puisqu'il n'appartenait pas au convoi. »

LES ÉTUDIANTS MANIFESTENT

Un tract signé par les étudiants du P.C., l'U.J.R.F. et le Comité des Organisations de jeunesse contre l'utilisation du contingent dans la guerre d'Afrique du Nord appelait à un Rassemblement étudiant dans la cour de la Sorbonne le vendredi 6 octobre. Les manifestants (plusieurs centaines) ont trouvé la Sorbonne fermée. Ils se sont transportés sur le Boul'Mich où les flics et les paniers à salade les attendaient, mais aussi les troupes de choc fascistes qui provoquaient.

Le gros des étudiants ne rentre qu'après la Toussaint, à l'ouverture des Facultés. C'est à ce moment qu'il s'agira d'organiser sérieusement les commandos pour contrer les voyous fascistes et ne pas se laisser disperser par les flics au premier choc.

Défense des libertés

RESOLUTION

On nous communique : le Comité Interssyndical de la Bibliothèque Nationale, réuni le 21 septembre 1955, demande à toutes les centrales syndicales, et à toutes les organisations démocratiques :

a) de s'élever contre la loi sur l'état d'urgence, véritable loi scélérate, dirigée contre la solidarité des travailleurs et la fraternité des races ;

b) de s'élever contre l'utilisation de la jeunesse française comme élément de répression ;

c) de condamner les entraves mises à la liberté d'expression ; entraves visant particulièrement, les organes non-conformistes dans la métropole aussi bien que dans les territoires dépendants (saisies ou interdictions : « France-Observateur », « Liberté-Liberté », « La Vérité », « Alger Républicain », « Témoignage-Chrétien »...

de tous les pays

CAMEROUN. — Passant outre à l'opposition de la délégation française, la Commission des tutelles de l'ONU a décidé d'entendre les représentants de l'Union du Peuple Camerounais et de deux organisations apparentées, toutes trois dissoutes par l'administration française après la provocation policière de Douala.

ARGENTINE. — Le nouveau gouvernement réactionnaire qui vient de prendre le pouvoir par l'armée s'est empressé de restaurer les privilèges de l'Eglise catholique abolis par le gouvernement péroniste depuis un an : exemption d'impôts des biens ecclésiastiques, rétablissement des fêtes religieuses comme fêtes légales, rétablissement des écoles catholiques.

Des « syndicalistes libres » s'étant emparé de force de divers locaux de la CGT, les dirigeants péroustes de la centrale ont démissionné, en signe de protestation, de leurs postes. Mais ils ont quand même gardé les clés des locaux et dans les entrepôts frigorifiques d'Aveilaneda, faubourg industriel de Buenos Ayres. Des grèves, annonce la presse, ont été provoquées par les trotskystes, qui avaient préconisé dans la dernière période la formation de milices ouvrières pour faire échec au coup d'Etat de l'armée et de la marine.

ANGLETERRE. — Au congrès du parti conservateur, qui s'est tenu la semaine dernière à Bournemouth, plusieurs délégués ont déclaré que si les élections avaient lieu maintenant, leur parti les perdrait. La situation économique est caractérisée par la menace de l'inflation, l'aggravation du déficit en dollars, la paralysie persistante des textiles du Lancashire. Le gouvernement y fait face en pratiquant des coupes sombres dans le programme de relogement, dans le budget de l'enseignement, etc... Quant aux dépenses militaires, on les réduira... en 1958, a annoncé M. Eden, qui voulait bien surtout parvenir avec la complicité de l'aile droite du Labour Party, à bloquer les salaires. Mais les travailleurs britanniques sont d'un avis différent, et paraissent décidés à l'imposer.

ALLEMAGNE. — Dans l'Etat de Brême, le chancelier Adenauer a subi une sérieuse défaite, les sociaux-démocrates remportant pour la première fois la majorité absolue dans les élections pour le parlement de l'Etat.

INDONESIE. — Même si la parti pro-américain au pouvoir, le Masjumi, parvient à truquer les résultats finaux des élections, celles-ci n'en constituent pas moins une défaite pour l'impérialisme américain. Le Parti National Indonésien, dont le gouvernement neutraliste avait été renversé il y a trois mois par le Masjumi, est en tête. Le Parti Communiste Indonésien remporte un grand nombre de voix.

Dans le même temps, l'ONU, sous la pression des Etats de Bandoeng, a inscrit à son ordre du jour la question de l'Irian (partie de la Nouvelle-Guinée appartenant à l'Indonésie et conservée par les impérialistes hollandais).

BRESIL. — Le Brésil également, les élections présidentielles ont abouti à une défaite pour l'impérialisme yankee, et reflètent la satisfaction des masses. Le candidat réactionnaire, soutenu par l'armée, qui avait mis fin récemment au régime de Vargas, démagogue petit-bourgeois cherchant un appui dans les masses, est nettement battu. Le candidat social-démocrate Kubitschek, est en tête. L'armée paraît résolue à ne pas s'incliner devant le verdict des électeurs ; dans cette voie, elle est naturellement encouragée par la presse réactionnaire mondiale, notamment par « L'Aurore » de M. Bénard.

Tunisie : fruits du compromis

LES conventions franco-tunisiennes, signées par le leader du Néo-Destour Bourguiba, avec la bénédiction des dirigeants socialistes et staliniens français, commence à porter ses fruits amers.

Face au gouvernement bourgeois de Tahar Ben Ammar, soutenu par Bourguiba, les travailleurs, en proie à une misère croissante, répondent par la grève et l'occupation dans les boulangeries. Les forces répressives françaises tirent à chaque occasion. Malgré les promesses de Bourguiba, les détenus politiques ne sont pas encore libérés. Le peuple tunisien, sous les yeux l'exemple des peuples du Maroc et d'Algérie qui mènent la lutte sans compromission pour l'indépendance ; il se souvient qu'il fut le premier à entreprendre la lutte armée ; devant ces faits, les paroles mielleuses de Bourguiba ne pèsent pas lourd. Effectivement, la reprise de l'activité des fellaghas tunisiens est signalée, malgré les efforts désespérés de Bourguiba, qui a poussé le zèle jusqu'à condamner la lutte du peuple algérien, en de nombreux points voisins de la frontière algérienne.

Le secrétaire général du Néo-Destour, Salah Ben Youssef, parlant devant plusieurs milliers d'auditeurs à la grande mosquée de Tunis, a dénoncé les conventions franco-tunisiennes comme représentant un pas en arrière, et a lancé un appel à la lutte pour l'indépendance totale. Bourguiba l'a immédiatement menacé de sanctions à fait exclure du Néo-Destour plusieurs de ses partisans, aux applaudissements de la presse de l'impérialisme, du « Monde » notamment :

R. MONGE.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : RENARD.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier - PARIS-9.